



Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires

152 milliards d'euros : voilà les bénéfices net qu'ont cumulés les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne

s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Elior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de

Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réduction budgétaires. Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !



Nous refusons de perdre notre vie en la gagnant

Nourredine, un collègue agent de maintenance de l'infrapôle de Dijon, a été tué ce lundi par un train de marchandise en gare. Mercredi 6 mars, c'était Grégory, un collègue agent de maintenance au technicentre industriel de Biesheim à côté de Strasbourg qui est mort au travail.

Alors que s'ouvre le procès du déraillement d'une rame d'essai TGV à Eckwersheim en 2015, où 11 personnes sont mortes, il est nécessaire de rappeler que personne ne devrait mourir au travail, et que la sécurité est avant tout une question de moyens, qui sont mis, ou non, par la boîte.

Prime de la division

Cette année, les primes d'intéressement sont de 48€ au fret, 536€ à Réseau, 1316€ à Voyageurs et 2207€ à Gare et Connexions : une division injuste des cheminots dont nous ne voulons pas.

Unité des cheminots qu'il disait

Le PDG Farandou disait qu'il ne pouvait pas satisfaire les revendications des ASCT en lutte car il devait donner par souci d'équité la même chose à tous les cheminots... on voit le résultat !

Augmentez les salaires !

Chacun travaille et devrait vivre dignement de son travail. Mais entre l'inflation, et les salaires qui ne suivent pas, c'est de plus en plus dur de s'y retrouver à la fin du mois. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas des primes par métier ou par établissement, mais bien une augmentation uniforme des salaires, pérenne, et pour tous !

Grève de l'Éducation dans le 93, et au-delà !

Depuis le retour des vacances d'hiver, une grève s'étend et s'approfondit dans l'éducation, surtout en Seine-Saint-Denis. Elle touche aussi bien le primaire que le secondaire, avec un nombre de grévistes impressionnant. Les revendications concernent essentiellement les moyens : création de 5200 postes de profs, de 800 postes d'AED et CPE, et une rénovation urgente des bâtiments.

La grève est rythmée par de nombreuses assemblées générales par bahut, par ville et par département, ainsi que par des réunions d'information réunissant parfois 150 parents pour un seul établissement.

Les journées de mobilisation réussies s'enchaînent à l'appel des différentes AG de grévistes. Le 19 mars, l'intersyndicale nationale appelle à journée de grève de toute la fonction publique. L'AG du 93 appelle d'ores et déjà à reconduire les 20, 21 et 22 mars, et d'autres départements, lui emboîtent le pas. Le 93 est emblématique de toutes les attaques contre l'éducation dans les quartiers pauvres, mais pour cette raison, c'est bien la question de l'affrontement avec le gouvernement au niveau national qui se pose !

L'inculte

À propos d'une éventuelle grève pendant les Jeux olympiques, le ministre des Transports, Patrice Vergriete, a déclaré : « Je ne crois pas un seul instant que les ouvriers, que les salariés, que les syndicats mettront en péril l'image de la France ou l'image de leur entreprise aux yeux du monde entier. Ce n'est pas du tout dans la culture ouvrière, on est attaché à l'image de son entreprise et de son pays quand on est un ouvrier ou un syndicaliste. » Le ministre se trompe. JO ou pas, la culture ouvrière, c'est la lutte collective, comme lors des grandes grèves de juin 1936 ou de mai 1968. N'en déplaise à l'image de la France et des entreprises !



Meeting internationaliste

Le samedi 23 mars, à l'initiative de l'organisation révolutionnaire italienne Lotta Comunista et du NPA, aura lieu à **17 heures, au théâtre de la République (1, Bd Saint-Martin à Paris, métro République)**, un meeting internationaliste sous le signe de l'unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse ». Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'UE et lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses, sans patries ni frontières. À ce meeting et aux côtés des organisateurs, prendront la parole des représentants d'organisations sœurs du continent (Allemagne, État espagnol, Grèce, Italie).

Juste avant le meeting, nous appelons à la **manifestation** à l'appel de la Marche des solidarités et des collectifs de sans-papiers à l'occasion de la journée mondiale contre le racisme. RDV à **14h à Bastille**.